

L'EMANCIPATEUR

SYNDICAT CGT DU VAR DES RETRAITÉS ET ANCIENS SALARIÉS
DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Mensuel n° 395 - Novembre 2022

édito

Ce n'est un secret pour personne, c'est bien le capitalisme, en creusant les inégalités sociales et économiques qui fait le lit de l'extrême-droite. Ainsi les politiques menées depuis des décennies ont-elles mené le Var à se teinter de brun. Le Var, une bonne partie de la France, mais aussi des pays proches comme l'Italie, la Pologne, la Hongrie.

Mais le peuple n'est pas dupe, à chaque fois qu'il sait s'organiser pour résister, la démocratie et le progrès l'emportent. Ainsi, et bien que cela ait été fortement minimisé par les médias, le « règne » de Bolsonaro au Brésil n'aura été que de bien courte durée... Et les forces de progrès, amenées par Lula ont-elles repris le pouvoir.

Nous ne le dirons jamais assez, que ce soit dans les urnes ou dans la rue, unis, nous sommes capables de faire plier le Capital. Ainsi, et même si la bataille contre la réforme des retraites est-elle loin d'être terminée, le gouvernement, sous la pression de la rue, n'a-t-il eu d'autre solution que d'abandonner le projet Delevoye.

Extrême-droite, niveau de vie des retraités, inflation, prix et disponibilité de l'énergie... les batailles à mener sont multiples mais ont toutes la même origine.... Le Capital... Capital qui ne rechigne pas à amener les hommes jusqu'à la guerre comme c'est le cas actuellement en Ukraine. Et ce alors que nous prônons depuis toujours la paix et le désarmement.

Des solutions existent, et c'est en débattant entre nous, démocratiquement que nous devons les décider afin de peser au mieux pour les mettre en œuvre collectivement. L'instance souveraine pour le débat et les décisions, c'est bien le congrès. Aussi, très prochainement, recevras-tu une invitation à participer au congrès de notre syndicat qui devrait se tenir les 15 et 16 février 2023.

A la CGT, chacun compte pour un, et le moment fort de la vie démocratique du syndicat, c'est bien le congrès.

Cher camarade, le syndicat compte sur toi pour mener haut et fort la lutte de classes.

Michel CANESTRELLI
Secrétaire Général Adjoint

sommaire

- Edito **1**

- Explosion des prix du gaz, de l'électricité et de la précarité énergétique **2**

- RN = FN **3**

- Réforme des retraites
- Agenda et activités du syndicat **4**

Encart :
Appel
à candidature CE

Explosion des prix du gaz, de l'électricité et de la précarité énergétique...

UNE URGENCE : SORTIR L'ÉNERGIE DES GRIFFES DU MARCHÉ

Il y a 76 ans, à la libération, Marcel Paul, ancien dirigeant de la fédération CGT de l'énergie, devenu ministre communiste de la production industrielle, faisait voter la loi sur la nationalisation du gaz et de l'électricité. L'énergie devenait ainsi un bien commun accessible à tous. EDF/GDF succédait alors à 1300 entreprises privées.

Avec 2 établissements publics, EDF pour l'électricité et GDF pour le Gaz, nous disposions d'un service public de qualité et de proximité qui créait les conditions pour toujours adapter la production aux besoins des consommateurs et au plus juste coût.

Mais ça, c'était avant l'ouverture à la concurrence et la transformation des entreprises publiques en Sociétés Anonymes ! Depuis, sous le fallacieux prétexte d'une pseudo concurrence saine, devant soi-disant faire baisser les prix, c'est à nouveau une multitude d'entreprises qui se partagent le marché de l'électricité et du gaz, auxquelles s'ajoutent les gestionnaires de réseaux ENEDIS, RTE, GRDF, GRT-Gaz et divers autres acteurs. **Elles adaptent la production en fonction du prix du marché et ce sont les usagers qui paient le surcoût, +75% d'augmentation du gaz et +36% pour l'électricité.**

Dans le même temps, les interventions sont devenues payantes, des agences locales sont fermées, il n'y a plus de proximité... et cerise sur le gâteau un risque de coupures de courant !



Dans cette affaire, la guerre en Ukraine a bon dos... Car si les deux énergies ne cessent d'augmenter c'est justement parce qu'elles sont soumises aux lois du marché !

Pour le gaz, la France qui importe 99% de sa consommation, est tributaire des variations de prix décidées ailleurs. Engie dont la logique est la rentabilité et non les besoins des usagers, n'a pas constitué les stocks nécessaires à l'approche de l'hiver estimant que le gaz coûtait trop cher. Le groupe industriel attendant une baisse des coûts au plus bas prix afin de gagner de l'argent en le revendant plus cher, sur le dos des usagers.

Pour l'électricité, EDF est contraint de vendre à perte son énergie à ses concurrents qui eux ne produisent rien. Ces « opérateurs alternatifs » réalisent du coup des profits importants au détriment d'EDF. Par voie de conséquence,

pour que la concurrence puisse exister il faut augmenter les tarifs réglementés et se sont les usagers qui trinquent.

**Faux retrait du projet
« Hercule » et fausse
renationalisation d'EDF...
Le jeu de dupes
du gouvernement !**

Dans notre dos, gouvernement et lobbies de l'énergie poursuivent en fait leur objectif de liquidation définitive de ce qui reste du service public de l'électricité et du gaz au profit des intérêts privés.

Le pseudo abandon « d'Hercule » n'est qu'un leurre, la séparation des activités d'EDF : la production, le transport, la distribution, la privatisation des services, de la fourniture et de la distribution se poursuit. Dans le même temps, pas d'investissements de masse et aucune politique industrielle. Tout en continuant à vendre à perte l'énergie nucléaire à ses concurrents.

Par ailleurs, il n'y a pas de renationalisation d'EDF ! Nous sommes là encore face à une grossière entourloupe. L'entreprise reste une Société Anonyme qui est recapitalisée et dont l'état prend le contrôle

à 100%. Il ne s'agit que d'une étiatisation, permettant ainsi au pouvoir de mener à bien son funeste objectif de démantèlement total d'EDF.

**Pour que l'énergie redevienne un bien commun accessible à tous, une seule solution...
Un pôle 100% public de l'énergie !**

Le bilan des marchés de l'énergie est désastreux, il constitue la cause principale de l'augmentation des prix au détriment des usagers particuliers ou entreprises mais également de la progression alarmante de la précarité énergétique qui touche de nombreux foyers. Il faut donc en tirer les conclusions qui s'imposent : **il faut sortir sans tarder les biens vitaux que sont l'électricité et le gaz, des griffes des intérêts privés capitalistes. Comme le revendique la Fédération Nationale CGT « Mines et énergies », la seule alternative consiste à transformer les statuts juridiques de Société Anonyme (SA) en Etablissements Publics Industriels Commerciaux (EPIC) avec une gouvernance démocratique. Concernant les factures d'énergies il est urgent aussi, d'abaisser la TVA à 5,5% sur ces produits de première nécessité.** Mais ne nous y trompons pas, gagner un retour à un véritable service public de l'énergie qui réponde à l'intérêt général de la population pour une véritable transition sociale et énergétique, ne peut pas être que du seul ressort des salariés de ces secteurs. C'est ensemble avec eux dans l'action que nous pourrions rendre à la nation ce bien qui nous est commun à tous.

Michel Renouf

FN = RN

Front national ou rassemblement national, le nom pourrait encore changer que ça ne changerait rien.

Rien malgré les mensonges employés depuis des années pour faire croire que ce parti serait respectable, respectant la démocratie et les règles qu'elle implique dans la société, respectant les droits que la laïcité confère à chaque citoyen, alors que dans les faits quoi qu'ils disent la réalité refait toujours surface.

Le Rassemblement National est bien à l'extrême droite, à droite pour ce qui est économique et social avec avant tout la défense de la culture occidentale, de la religion chrétienne et de la couleur blanche (du vrai français de souche) et à l'extrême car prêt au pire pour parvenir à ses fins.

Le meurtre d'une petite fille par une émigrée Algérienne en situation irrégulière, c'est pour Marine le Pen l'occasion de faire valoir sa vision de l'étranger qui pour elle est nuisible et naturellement criminel. Un fait divers abominable et Barbare se transforme en évidence, l'évidence que tous les maux de notre société sont dû à l'immigration. Mais parallèlement le RN pré-

tend faire du social, bien sûr toujours en opposant les bons aux mauvais français, ceux qui ont droit et abusent de toutes les aides auxquelles les autres n'auraient pas accès et puis on veut bien aider la classe ouvrière mais on vote contre l'augmentation du SMIC, on est toujours prompt à critiquer les revendications syndicales et à faire ressurgir la fameuse prise en otage des citoyens par les grèves et les manifestations. Mais surtout on peut penser qu'une femme comme Marine Le Pen n'a rien d'une guerrière sanguinaire, mais que dire de ceux qui se cachent derrière, tous les groupuscules néo fascistes, néo nazis qui si un jour le RN était au pouvoir ne se cacheraient plus.

Oui le rassemblement national est toujours le FN, titre d'ailleurs usurpé puisque le vrai front national de la résistance française défendait d'autres valeurs que celle défendues par l'extrême droite et notamment l'antiracisme, l'antifascisme et l'antiazisme.

Alain Glemet

Réforme des retraites

Notre système de protection sociale a permis d'allonger notre espérance de vie. Vivre plus longtemps va donc dans le sens de l'histoire, c'est la logique du progrès social.

La logique du gouvernement et du MEDEF c'est, nous vivons plus vieux et il faudrait donc travailler plus longtemps pour compenser la charge financière supplémentaire que cela fait peser sur le système de santé ?

C'est faux !

Le Conseil d'Orientation des Retraites (Rapport annuel du COR juin 2021) indique qu'à régime constant, la situation financière du système des retraites n'est pas amenée à se dégrader. L'extension de l'âge du départ à la retraite n'a donc aucune justification en termes de finances publiques. C'est bien un choix pure-

ment politique !

Par contre, les exonérations de cotisations sociales et la politique des bas salaires pèsent sur le financement des retraites

Perfusion d'aides publiques au capitalisme

Montant des aides de l'Etat : 157 milliards d'euros !

Première dépense de l'Etat, elle représente 30% du budget de celui-ci. Cela correspond à :

- 5 fois la dette des hôpitaux
- 2 fois le budget de l'Education Nationale
- 6 fois celui de l'enseignement supérieur et de la recherche

La comparaison avec les 15 milliards d'euros de déficit prévu dans 10 ans pour les retraites laisse songeur ?

De plus, ces montants colossaux ne tiennent pas compte de la fraude fiscale et sociale.

Cette étude souligne la relation entre l'Etat et le capital, soutenu et voire maintenu sous perfusion grâce à ces aides massives. Avant de servir au citoyen, l'argent public sert à garantir aux entreprises et à leurs actionnaires un niveau de profit minimal. Attribués sans réel contrôle, ces aides sont distribuées sans aucune exigence de contrepartie.

Emile Gondran

Agenda et activités du syndicat

Lundi 24 octobre : secrétariat, point organisation : 361 FNI, convocation bureau

Vendredi 4 novembre : bureau, 9h à 10h45 préparation de notre congrès, Emancipateur novembre : financer les retraites en utilisant le compte rendu du Conseil National des Retraites, article sur Rassemblement National... Pour notre congrès mettre une option sur la salle de La Garde - 10h45 à 12h rencontre avec bureau UL Toulon, point et analyse sur congrès UL et congrès UD avec réflexion commune pour sa préparation

Lundi 7 novembre : secrétariat, résoudre problème carte bancaire. Emancipateur novembre : annoncer notre congrès et appeler à candidature pour la CE. Réaliser fichier des syndiqués actuels de l'aire de Draguignan

Jeudi 10 novembre : journée nationale d'action Toulon 10h30, parvis de la gare, Draguignan 10h30, Sous-Préfecture

Lundi 14 novembre : secrétariat avec préparation sur le document d'orientation, réflexion sur traiteur...

Jeudi 17 novembre : réunion collectif, document

d'orientation pour notre 6ème congrès

Mardi 22 novembre : réunion CE.

Suppression régimes spéciaux de retraites

Ces régimes sont âprement défendus par les salariés qui en bénéficient car ils sont au cœur du fameux « statut » lui-même marqueur d'une identité sociale. Prudent le gouvernement opte pour une sorte de « clause du grand père », les nouvelles règles ne s'appliqueraient qu'aux nouveaux embauchés, les salariés déjà en poste conserveraient leur droit acquis comme pour la SNCF ?

Mais les mauvais coups se font souvent en douce. Lors du débat sur le projet de loi de finances 2023 de la sécurité sociale, le Sénat majoritairement à droite, a voté le recul de l'âge de la retraite à 64 ans. Ainsi le gouvernement pourrait attraper la balle au bond malgré qu'il assure privilégier la concertation pour présenter sa réforme des retraites en janvier prochain. Quel que soit le chemin emprunté, le but reste le même : faire des économies sur le dos des salariés et retraités.

Emile Gondran